

# Pouvoir soviétique et question nationale

Léon Trotsky

Source : revue « Quatrième Internationale » n°32-33, mai-juillet 1989, pp. 45-52. Notes MIA.

**Texte publié dans la « Pravda » n°95 du 1<sup>er</sup> mai 1923 sous le titre « Éduquer la jeunesse dans la question nationale ». Il a été publié en anglais dans « International Socialist Review » (n°3, été 1958, pp. 99-103). Il s'agit d'un commentaire, sous forme de dialogue, d'une résolution du XII<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevique [17-25 avril 1923].**

*« A » est membre de la Ligue des Jeunesses Communistes, jeune révolutionnaire dévoué qui a combattu comme volontaire dans l'Armée rouge. Toutefois, sa formation et son expérience politique restent encore insuffisantes. « B » est un camarade mieux formé.*

**A** – Personne ne s'oppose à la résolution du XII<sup>e</sup> Congrès sur la question nationale. Toutefois, la question a été soulevée un peu artificiellement. Pour nous, les communistes, la question nationale n'est pas d'une très grande importance.

**B** – Pourquoi dis-tu cela après avoir déclaré être d'accord avec la résolution ? En fait, cette résolution ne doit pas être posée au gré des communistes, mais il appartient aux communistes de résoudre le problème national comme partie intégrante du problème plus général de l'organisation de la vie humaine sur la planète.

Si, dans ton groupe d'autoformation, grâce aux méthodes du marxisme, tu t'es libéré des préjugés nationaux, c'est très bien, c'est un grand pas en avant dans ta formation personnelle. Toutefois, la tâche du parti au pouvoir sur ce terrain est beaucoup plus ample. Nous devons assurer que des millions de citoyens qui appartiennent à différentes nationalités, puissent, par l'intermédiaire de l'État et des autres institutions dirigées par le parti, réaliser leurs intérêts et leurs besoins nationaux et se libérer ainsi des antagonismes et des préjugés nationaux : tout cela non au niveau d'un groupe d'études marxistes, mais au niveau de l'expérience historique de tous nos peuples. Il paraît que toi, tu ne connais pas la résolution ou, pour m'exprimer plus brutalement, tu n'en as pas compris la signification...

**A** – Je ne me suis pas bien expliqué. Je voulais dire que pour nous, les communistes, la question de classe est incomparablement plus importante que la question nationale. Nous devons garder le sens des proportions. Mais j'ai peur que récemment la question nationale n'ait pas été exagérée de notre part au détriment de la question de classe.

**B** – Peut-être que je t'ai mal compris une seconde fois, mais dans ce que tu viens de dire il semble que tu aies commis une autre erreur de principe, encore plus grave que la première. Notre politique dans son ensemble – sur le terrain économique, dans la construction de l'État et dans la sphère diplomatique – est une lutte pour la libération complète de l'humanité de toute forme d'oppression. Notre attitude face à la question nationale et les mesures que nous devons prendre pour la résoudre font partie intégrante de notre position de classe. Elles ne sont pas quelque chose d'accessoire ou de

contradictoire. Tu dis que le critère de classe est, pour nous, le critère suprême. C'est tout à fait juste. Mais dans la mesure où il s'agit effectivement d'un critère de classe, c'est-à-dire dans la mesure où il comporte des réponses à toutes les questions fondamentales du développement historique, y compris la question nationale. Un critère de classe moins la question nationale n'est pas un critère de classe, ce n'est qu'un critère unilatéral qui se rapproche inévitablement d'une conception corporatiste ou trade-unioniste.

**A** – Selon toi, donc, la préoccupation de résoudre la question nationale, c'est-à-dire la question des formes de coexistence de groupes nationaux et de minorités nationales, est, pour nous, aussi importante que le maintien du pouvoir par la classe ouvrière ou la dictature du Parti communiste. En partant d'une telle position, il est facile de glisser vers l'opportunisme, c'est-à-dire de subordonner les tâches révolutionnaires aux intérêts des accords entre les nationalités...

**B** – J'ai peur d'être classé aujourd'hui parmi les « déviationnistes »... Quand même, je veux défendre mon point de vue. Le problème dans son ensemble, tel que nous devons l'aborder maintenant, peut être exprimé politiquement comme suit : par quelles mesures et quelles méthodes d'action, par quelle approche, pouvons-nous maintenir et consolider le pouvoir de la classe ouvrière dans un territoire où vivent, l'une à côté de l'autre, de nombreuses nationalités, avec un noyau central grand-russe qui a joué auparavant le rôle d'une grande puissance parmi ces nationalités tout en représentant moins de la moitié de la population globale de l'Union ?

C'est justement dans le processus de développement de la dictature du prolétariat, dans notre activité de construction de notre État dans sa totalité et dans notre lutte quotidienne pour maintenir et renforcer le pouvoir ouvrier, que nous devons faire face maintenant, avec plus d'urgence que jamais, à la question nationale dans toute sa réalité vivante et ses manifestations quotidiennes concrètes sur le terrain de l'État, de l'économie, de la culture et de la vie quotidienne.

C'est justement dans l'intérêt de la dictature du prolétariat que, dans la pratique, nous nous engageons maintenant de plus en plus dans la question nationale (et nous devons le faire encore davantage dans le futur). Seuls des gens qui ne comprennent pas la signification des « *Facteurs nationaux dans l'État et le Parti* » <sup>[1]</sup>, pour reprendre le titre de la résolution de notre congrès, peuvent présenter les choses comme tu le fais. En tous cas, tous ceux qui adoptent une attitude nihiliste et de mépris face à la question nationale, utiliseront avec plaisir ta formule. Il est très facile de tourner le dos aux revendications et aux intérêts des petites nationalités autrefois opprimées et notamment celles qui sont arriérées et composées principalement de paysans, surtout lorsqu'une telle indifférence paresseuse peut se cacher derrière des généralités sur l'internationalisme, la dictature du prolétariat qui serait plus importante que toute question nationale...

**A** – Bon, ta présentation de la question revient, me semble-t-il, à miser d'une façon inadmissible sur des régions périphériques paysannes arriérées avec le gros risque de nuire beaucoup au centre prolétarien sur lequel se basent notre parti et le pouvoir soviétique. Soit je n'ai rien compris à ce que tu as dit, soit tu es effectivement en train de déraiser en direction de nationalités arriérées prédominance paysanne.

**B** – Nous voilà, donc, à ma déviation paysanne. Je m'y attendais, car tout ce qui se passe sous le soleil, y compris les erreurs politiques, a sa propre logique... « Une déviation en faveur de masses paysannes arriérées. »... Est-ce que tu es au courant de ce qu'à dit le congrès à ce sujet ?

**A** – A quel sujet ?

**B** – À propos des relations réciproques entre le prolétariat et la paysannerie, à propos du « lien » ? <sup>[2]</sup>

---

[1] Il s'agit du titre de la résolution du XII<sup>e</sup> congrès en discussion. Cette résolution avait été rédigée par Staline et son intitulé exact était : « *Les Facteurs nationaux dans l'édification du Parti et de l'État* ».

[2] Il s'agit de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie.

**A** – Le « lien » ? Qu'est-ce que cela a à voir avec notre problème ? Je suis absolument d'accord avec le congrès, le lien entre le prolétariat et la paysannerie est la base de tout. La question du lien est la question du sort de notre révolution. Quiconque est contre ce lien...

**B** – Oui, oui... Mais est-ce que tu ne penses pas que la dictature de la classe ouvrière est, pour nous, plus importante que la question paysanne, et par conséquent, que la question du lien ?

**A** – Comment ?

**B** – C'est très simple. Nous, le Parti communiste, l'avant-garde du prolétariat, nous ne pouvons pas subordonner nos objectifs sociaux révolutionnaires aux préjugés ou aux intérêts de la paysannerie, qui est tendanciellement une classe petite-bourgeoise... Ce n'est pas comme ça, mon ami gauchiste ?

**A** – Mais... excuse-moi, c'est un sophisme, qui n'a rien à voir avec notre problème. Le lien est notre base, notre fondement. Lénine a écrit que sans le lien avec la paysannerie nous ne pourrions atteindre le socialisme ; qui plus est, sans les acquis qui sont le résultat de notre lien avec la paysannerie, le pouvoir soviétique serait inévitablement renversé.

**B** – C'est exact. Par conséquent – je pense que tu seras d'accord –, c'est absurde, c'est de l'analphabétisme politique d'opposer le lien avec la paysannerie à la dictature du prolétariat. Certes, la dictature du prolétariat est l'idée fondamentale de notre programme, le critère de base de notre État et de notre travail d'édification économique. Mais la dictature elle-même est inconcevable sans des rapports réciproques bien définis avec la paysannerie. Si tu sépares le lien avec la paysannerie de la question de la dictature du prolétariat, tu restes, dans la période historique donnée, avec une forme vide, une abstraction dépourvue de tout sens.

**A** – Je ne suis pas en désaccord, mais cela n'a rien à voir avec notre sujet...

**B** – C'est directement et étroitement lié. En Union soviétique, le lien avec la paysannerie ne présuppose pas qu'un lien avec la paysannerie grand-russe. Nous avons une très importante paysannerie non grand-russe qui est distribuée parmi de nombreux groupes nationaux. Pour tous ces groupes nationaux, chaque question nationale, politique et économique est réfractée par le prisme de leur langue maternelle, de leurs particularités nationales, économiques, leur méfiance nationale qui a ses racines dans le passé.

La langue est l'instrument de liaison le plus large et le plus profond entre les hommes aussi bien qu'entre les classes. Alors que dans nos conditions, la question de la révolution prolétarienne est surtout, comme tu le sais, une question de rapports entre le prolétariat et la paysannerie, cette question, dans le cas de plus de la moitié de la population de l'Union, revient à la question des rapports entre le prolétariat grand-russe, plus avancé et plus influent, et les masses paysannes des autres nationalités, qui étaient autrefois opprimées sans merci et se souviennent encore très bien des leurs souffrances.

Ton erreur, mon ami, réside dans le fait que tout ton prétendu radicalisme, qui en réalité ne se base que sur des arguments rétrogrades ou nihilistes, a, comme cible, non seulement la question nationale, mais aussi la question fondamentale du lien entre les ouvriers et les paysans.

**A** – Mais, tu vois, à un moment donné, notre armée est entrée en Géorgie <sup>[3]</sup> pour chasser les agents mencheviques de l'impérialisme sans attendre d'être appelée par les gens concernés, ce qui impliquait

---

[3] L'indépendance de La Géorgie avait été proclamée le 20 mai 1918 et formellement reconnue par le pouvoir soviétique par le traité de Moscou du 7 mai 1920. La République démocratique de Géorgie était dirigée par un gouvernement menchevique en conflit latent avec Moscou et soutenu par l'Entente. Sous prétexte de soutenir un soulèvement ouvrier, l'Armée rouge mena du 15 février au 17 mars 1921 une campagne militaire d'occupation, forçant le gouvernement menchevique à s'exiler.

une violation du principe d'autodétermination. Et il y a eu un moment où notre armée a marché sur Varsovie...<sup>[4]</sup>

**B** – C'est vrai, je m'en souviens très bien et je n'ai rien à désavouer. Mais il y a eu aussi des périodes où nous confisquions aux paysans tout leur surplus et parfois même ce dont ils avaient besoin pour eux-mêmes, en ayant recours à la force et sans hésiter devant les moyens les plus extrêmes.

**A** – Qu'est-ce que tu veux dire ?

**B** – Ce que j'ai dit : la révolution, non seulement, a saisi par les armes le surplus des paysans, mais elle a également introduit un régime militaire dans les entreprises. Si, dans une période si difficile, nous n'avions pas fait cela, nous serions tombés. Mais si nous appliquions de telles mesures dans des conditions qui ne l'exigent pas d'une façon péremptoire, nous tomberions à plus forte raison.

Cela vaut aussi pour notre politique dans la question nationale. L'autodéfense révolutionnaire nous a imposé à un moment donné de frapper Tiflis et de marcher sur Varsovie. Nous aurions été des lâches et des traîtres à la révolution (qui implique aussi bien la question paysanne que la question nationale), si nous avions reculé devant le fétiche vide du « principe » national. Il était tout à fait évident que, sous les mencheviques, il n'y avait en Géorgie aucune autodétermination : l'impérialisme anglo-français y imposait sa domination, était en train de soumettre graduellement le Caucase tout entier et nous menaçait en partant du Sud.

Dans la question nationale, comme dans tous les autres domaines, ce qui est important pour nous ce ne sont pas les abstractions juridiques, mais les intérêts et les rapports réels. Notre invasion militaire de la Transcaucasie peut être justifiée et a été justifiée, aux yeux des travailleurs, dans la mesure où elle a donné un coup à l'impérialisme et créé les conditions d'une autodétermination pour les nationalités caucasiennes. Si, par notre faute, les masses populaires transcaucasiennes avaient ressenti notre intervention militaire comme un acte de conquête, alors cette intervention serait devenue un très grand crime non contre le « principe » abstrait de la nationalité, mais contre les intérêts de la révolution.

Ici, nous pouvons établir une analogie stricte avec notre politique paysanne. La confiscation du surplus des paysans a été une mesure extrême. Mais la paysannerie l'a accepté, après coup, dans la mesure où elle était convaincue qu'aussitôt que les conditions l'auraient permis, le pouvoir soviétique aurait accompli sa tâche fondamentale, c'est-à-dire l'amélioration du niveau de vie des travailleurs, y compris des paysans.

**A** – Quand même, tu ne peux pas nier que le principe de classe est, selon nous, prioritaire par rapport au principe de l'autodétermination. Après tout, c'est l'ABC...

**B** – Mon cher ami, le royaume des « principes » abstraits est le dernier refuge de ceux qui ont perdu le chemin. Je t'ai déjà dit que le principe de classe, si on le conçoit, non d'un point de vue idéaliste, mais dans une approche marxiste, loin de l'exclure, implique l'autodétermination nationale. Toutefois, celle-ci n'est pas un principe au-dessus de l'histoire à l'instar de l'impératif catégorique de Kant. Elle combine des conditions matérielles réelles qui permettent aux masses des nationalités opprimées de se redresser, d'avancer, d'apprendre, de se développer, d'avoir accès à la culture.

Pour nous, pour tous les marxistes, il est incontestable que seule une application conséquente, c'est-à-

---

[4] Le 25 avril 1920, les dirigeants de la Pologne – depuis peu indépendante – décidèrent, encouragés par la France impérialiste, de lancer une offensive contre l'Ukraine et la Russie soviétiques. D'abord victorieuse, cette offensive fut stoppée au mois de mai et en juin l'Armée rouge passait à la contre-offensive. A la mi-août elle atteignait Varsovie et Lvov, mais ses lignes de communication étant trop étirées et ses forces trop dispersées suite à la mésentente entre ses différents commandements, elle subit une lourde défaite à la suite d'une contre-offensive polonaise lancée le 16 août. Le 12 octobre un armistice était signé, puis un traité de paix à Riga le 18 mars 1921.

dire révolutionnaire du « principe » de classe peut garantir au maximum la concrétisation du « principe » de l'autodétermination nationale.

**A** – Mais n'as-tu pas dit toi-même, en expliquant notre intervention au Caucase, que la défense révolutionnaire est prioritaire par rapport au principe national ?

**B** – Je l'ai dit peut-être. Mais dans quelles conditions et dans quel sens ? Dans une lutte contre les impérialistes et les mencheviques qui transforment l'autodétermination nationale en une entité métaphysique absolue si elle est dirigée contre les révolutionnaires, alors que, pour leur part, ils la piétinent. Nous avons répondu aux tristes héros de la Deuxième Internationale que les intérêts de la défense de la révolution étaient pour nous plus importants que les fétiches juridiques et que les intérêts réels des nationalités faibles et opprimés nous sont plus chers que toute autre chose.

**A** – Mais qu'est-ce que tu dis à propos du maintien des forces rouges en Transcaucasie et en Ukraine ? Ne s'agit-il pas d'une violation de l'autodétermination nationale ? Est-ce que ce n'est pas contradictoire ? Est-ce que cela ne signifie pas que, pour nous, la révolution est au-dessus de la question nationale ?

**B** – Si les travailleurs de ces pays comprennent (et nous faisons de notre mieux pour les aider à comprendre) que ces forces se trouvent sur leur territoire pour garantir leur sécurité contre l'impérialisme, il n'y a pas de contradiction. Si ces forces ne touchent aucunement aux sentiments nationaux des masses indigènes, mais, au contraire, prennent soin fraternellement d'eux, il n'y a pas de contradiction.

Finalement, si le prolétariat grand-russe fait tout ce qu'il peut pour aider les membres des nationalités arriérées de l'Union de participer consciemment et de façon autonome à l'Armée rouge de façon à pouvoir se défendre eux-mêmes, alors cela comportera la disparition même de l'ombre d'une contradiction entre notre programme national et ce que nous faisons dans la pratique.

Tous ces problèmes ne seront pas résolus, cela va de soi, que par notre bonne volonté. Toujours est-il que nous devons faire preuve d'un maximum de bonne volonté pour trouver une solution adéquate dans un sens prolétarien. Je me rappelle avoir lu, il y a deux ans, des rapports d'un ancien général tsariste au service du pouvoir soviétique, qui expliquait que les Géorgiens étaient des terribles chauvins, qu'ils ne comprenaient pas l'internationalisme de Moscou et qu'il fallait donc beaucoup de régiments rouges pour contrecarrer le nationalisme géorgien, azéri et tout autre nationalisme transcaucasien. Dans le cas de ce général, il était clair que la vieille attitude de grande puissance était mal déguisée sous une nouvelle terminologie.

Il n'y a aucune raison de cacher nos péchés : le vieux général ne représente pas une exception. Des tendances de ce type sont extrêmement puissantes – non seulement parmi les généraux – dans notre machine administrative soviétique. Si ces tendances devaient avoir le dessus, la contradiction entre notre programme et notre politique réelle amènerait inévitablement à la catastrophe. C'est pourquoi nous avons soulevé résolument la question en concentrant tous les efforts du parti pour conjurer le danger.

**A** – Très bien. Mais comment peux-tu expliquer le fait qu'il y a des camarades comme moi, qui comprennent parfaitement la signification du lien avec la paysannerie, mais, en même temps, ont une attitude beaucoup plus réticente sur la question nationale en considérant qu'on exagère son importance et on court le risque de distorsions en faveur des régions arriérées périphériques ?

**B** – Comment est-ce que j'explique cette contradiction ? Je devrais logiquement penser que tout le monde n'aborde pas correctement toutes les questions. Mais en l'occurrence, une explication logique n'est pas suffisante. L'explication politique est que le rôle dirigeant dans notre parti est joué sur ce terrain – et dans la période immédiate ne peut qu'être joué – par le noyau grand-russe, qui, à la suite

de l'expérience de cinq années, a pris à cœur la question des rapports entre le prolétariat grand-russe et la paysannerie grand-russe et y a beaucoup réfléchi. Par simple analogie, nous introduisons ces rapports dans l'ensemble de l'Union soviétique en oubliant ou en sous-estimant le fait qu'à la périphérie de la Russie se trouvent d'autres groupes nationaux avec une histoire différente, un niveau de développement différent et, qui plus est, une masse d'offenses dont ils ont été victimes.

Pour l'instant, le noyau grand-russe est fondamentalement peu conscient de l'aspect national de la question du lien et encore moins conscient de toute la portée de la question nationale. D'où les contradictions parfois naïves, parfois stupides, parfois flagrantes, que tu viens d'indiquer. C'est pourquoi il n'y a aucune exagération dans les décisions de notre congrès sur la question nationale. Au contraire, ces décisions répondent aux besoins les plus profonds de notre vie et nous devons non seulement les appliquer, mais les développer davantage.

**A** – Alors que les communistes du centre grand-russe mènent une politique correcte dans la Grande-Russie, il y a certainement, dans d'autres parties de l'Union, des communistes qui développent le même travail dans un contexte national différent. Il s'agit d'une division du travail naturelle et inévitable. Les communistes grand-russes doivent lutter et lutteront contre le chauvinisme de grande puissance alors que les communistes des autres nationalités luttent contre leur nationalisme local, qui est dirigé fondamentalement contre les Russes.

**B** – Ce que tu dis n'est que partiellement vrai et les demi-vérités amènent parfois à des conclusions complètement erronées. Notre parti n'est pas du tout une fédération de groupes communistes nationaux avec une division du travail selon les spécificités nationales respectives. Si notre parti était construit de telle façon, ce serait extrêmement dangereux.

**A** – Je ne propose rien de semblable...

**B** – C'est vrai. Mais ton idée pourrait amener à une telle conclusion. Tu insistes sur le fait que les communistes grand-russes doivent combattre contre leur nationalisme de grande puissance et que les communistes ukrainiens doivent combattre contre le nationalisme ukrainien. Cela rappelle la formule des spartakistes <sup>[5]</sup> qui, au début de la guerre, disaient : « *l'ennemi principal est dans notre pays* ». Mais il s'agissait de la lutte de l'avant-garde du propre État militariste. Voilà le contenu révolutionnaire profond de ce mot d'ordre. Certes, la tâche des révolutionnaires allemands était de combattre contre l'impérialisme des Hohenzollern <sup>[6]</sup> et non de dénoncer le militarisme français, etc. Ce serait, toutefois, une distorsion complète de la perspective que d'appliquer ce principe aux parties intégrantes de l'État-nation soviétique, parce que nous avons une seule armée, une diplomatie unifiée et, ce qui est encore plus important, un seul parti centralisé. C'est parfaitement correct de dire que les mieux placés pour combattre le nationalisme géorgien sont les communistes géorgiens. Mais il s'agit d'une question de tact et non d'une question de principe.

Le fond de l'affaire est qu'il faut saisir clairement les origines historiques de la grande puissance, du nationalisme agressif des Grands-Russes et du nationalisme défensif des petits peuples. Il est nécessaire de saisir les justes proportions entre ces facteurs historiques et cette appréciation doit être la même dans l'esprit des Grands-Russes d'un côté, des Géorgiens et des Ukrainiens de l'autre. En effet, ces proportions ne dépendent pas d'une approche subjective – locale ou nationale – mais dépendent (et doivent dépendre) de l'équilibre réel de facteurs historiques.

Les communistes azéris qui travaillent à Bakou ou dans les campagnes musulmanes et les

---

[5] L'Union (ou Ligue) « Spartacus », appelée ainsi en hommage au célèbre gladiateur révolté, fut constituée le 1er janvier 1916 afin de donner une nouvelle organisation politique aux militants révolutionnaires et internationalistes en rupture avec une social-démocratie allemande majoritairement chauviniste et social-patriote. Les « spartakistes » ont activement mené campagne contre la guerre impérialiste et soutenu la Révolution russe. Après avoir provisoirement intégrés l'USPD, un parti social-démocrate « centriste » en avril 1917, les spartakistes fondèrent le Parti communiste allemand en décembre 1918.

[6] Hohenzollern ; dynastie des empereurs d'Allemagne de 1871 à 1918.

communistes grand-russes qui travaillent à Ivanovo-Voznesensk, doivent avoir la même conception en matière de question nationale. Et cette conception uniforme doit comporter une attitude non uniforme à l'égard du nationalisme grand-russe et du nationalisme musulman. Le premier doit être combattu impitoyablement, fermement rejeté, notamment lorsqu'il se manifeste dans le domaine de l'administration et du gouvernement ; le deuxième doit être traité avec un travail d'éducation patient, scrupuleux, pénible.

Si un communiste sur place ferme les yeux face à la question nationale dans toute son ampleur et commence à lutter contre le nationalisme (ou, souvent, ce qui semble être nationaliste) par des méthodes sommaires et simplistes, un refus intolérant, la persécution, la dénonciation, etc., il pourra, peut-être, regrouper autour de lui de jeunes révolutionnaires actifs et de « gauche », subjectivement fidèles à l'internationalisme, mais il ne nous assurera jamais un lien durable et solide avec les masses paysannes indigènes.

**A** – Mais ce sont justement les « gauchistes » des républiques frontalières qui prônent une solution plus révolutionnaire et plus vigoureuse de la question agraire. Après tout, ne sont-ils pas notre principal pont vers la paysannerie ?

**B** – Incontestablement, la question agraire, tout d'abord dans le sens de l'abolition de tout vestige de rapports féodaux, doit être réglée partout. Puisque nous avons déjà établi fermement notre Etat-union, nous pouvons régler la question agraire avec toute la fermeté nécessaire. Bien entendu, la solution de la question de la terre est la tâche la plus importante de la révolution... Mais l'abolition de la propriété des grands propriétaires fonciers est un acte qui peut être réalisé d'un seul coup et une fois pour toute alors que la question nationale représente un processus très long. Elle ne disparaîtra pas après le parachèvement de la révolution agraire.

Au contraire, ce n'est qu'à ce moment-là qu'elle viendra au premier plan. Et la responsabilité de toutes les carences et les insuffisances, de toutes les injustices et de toute insensibilité ou dureté à l'égard des masses indigènes sera attribuée par celles-ci à Moscou et non sans raison. Il est donc nécessaire que Moscou, en tant que centre de l'Union, prenne constamment l'initiative d'une politique active, qui prête une attention fraternelle à toutes les nationalités qui composent l'Union soviétique. Parler d'exagération à ce sujet signifie vraiment faire preuve d'un manque total de compréhension.